

L'info du mois



Les nouvelles acquisitions du centre de documentation

- [Administration, collectivités locales](#)
- [Culture, Histoire](#)
- [Communication](#)
- [Droit, institutions](#)
- [Économie](#)
- [Enseignement](#)
- [Environnement](#)
- [Finances publiques, fiscalité](#)
- [Logement, urbanisme, transports](#)
- [Questions internationales](#)
- [Questions sociales, population Santé](#)
- [Société](#)
- [Travail, emploi](#)
- [Vie politique, Élections](#)

Ministère des Outre-Mer
Direction générale des outre-mer

Sous-direction de l'évaluation de la prospective et de la dépense de l'Etat
Bureau de la statistique et du système d'information outre-mer

Pôle Documentation

Administration, collectivités locales

Administration, fonction publique

Article – [L'emploi dans la fonction publique au 31 décembre 2013 \(premiers résultats\) : Hausse de l'emploi dans la fonction publique en 2013](#), Tavernier Jean-Luc, *Informations Rapides*, 18 décembre 2014, 2 p., (Réf. n°17980)

Fin 2013, la fonction publique emploie 5,60 millions d'agents, y compris les bénéficiaires de contrats aidés (5,42 millions d'agents hors contrats aidés).

Article – [L'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels de l'État](#), Jean-Pierre Didier, *Semaine juridique (La) - Administrations et collectivités territoriales*, 15 décembre 2014, n°50, 5 p., (Réf. n°17960)

Le décret n°2014-1318 du 3 novembre 2014 participe au renforcement des droits et garanties des agents contractuels de l'État. Son champ d'application est restreint à l'État et ses établissements publics mais les règles édictées ont vocation à s'appliquer par la voie de textes similaires aux agents contractuels des autres fonctions publiques. Les innovations les plus remarquables intéressent la définition de la période d'essai, la détermination de la rémunération, les nouveaux cas de licenciement et de reclassement ainsi que l'encadrement du non renouvellement des contrats.

Collectivités locales

Article – [Doctrines : Droit constitutionnel : Réflexions sur la départementalisation de Mayotte](#), Maba Dali Delamour, *Revue Juridique de l'Océan Indien*, 31 janvier 2014, n°18, 73 p., (Réf. n°17967)

Cet article analyse la nouvelle organisation administrative de Mayotte. Il différencie le mobile de la revendication départementaliste mahoraise à celle des autres départements ultramarins. Cette étude met en lumière la date de constitution du département de Mayotte, le régime législatif applicable.

Culture, histoire, sports

Patrimoine culturel, Histoire

Article – [Dualisme et structure du contrôle social en pays Canala, Nouvelle-Calédonie](#), Guiart Jean, *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 1962, n°2, 32 p., (Réf. n°17998)

Article – [En marge de l'insurrection Kanak de 1878 : nos « fidèles alliés Canala », mythe ou réalité ?](#), - Saussol Alain, *Journal de la société des océanistes*, 2013, n° 136-137, 13 p., (Réf. n°17997)

Lors de l'insurrection kanake de 1878 en Nouvelle Calédonie, les Canala ont participé aux opérations de répression comme auxiliaires mélanésiens de l'armée. Le discours officiel présente ces guerriers et leurs chefs comme de «fidèles alliés». La réalité apparaît plus complexe. Au terme d'un examen critique des sources connues, l'auteur développe la thèse que les Canala étaient non seulement au courant des préparatifs de la révolte mais qu'ils en sont peut-être à l'origine. S'ils n'y ont pas pris part pour se retourner au dernier moment contre les insurgés, c'est à la suite d'une série d'imprévus qui ont contrarié l'exécution de la stratégie initialement décidée. Leur concours, qui fut militairement décisif, relève d'une confrontation de hasards événementiels et de pragmatisme politique. Mais les Canala n'ont été ni ces «alliés» ni ces «traîtres» que suggèrent les schémas manichéens.

Sports

Article – [Les migrations des footballeurs d'Outre-Mer à destination de la Métropole](#), Piraudeau Bertrand, *Cahiers d'outre-mer (Les)*, Octobre-décembre 2013, n°264, p. 469-480, (Réf. n°17989)

De nombreux jeunes footballeurs d'Outre-mer migrent chaque année vers la Métropole pour intégrer les centres de formation des clubs professionnels de football français. Ces migrations de sportifs sont le résultat de stratégies spatiales de recrutement développées par les dirigeants des clubs de l'Hexagone sur les « espaces-ressources » d'Outre-mer. Ainsi, dans quelles mesures les migrations des joueurs originaires des espaces d'Outre-mer constituent-ils un réseau de recrutement pour les clubs professionnels du football français ?

Communication

Article – [La Guyane hérite de la surveillance de l'Amazonie](#), Scherhag Karin, *France-Antilles Guyane*, 16 décembre 2014, 1 p., (Réf. n°17964)

Pilotée par l'IRD depuis son inauguration en 2006, la Station de Surveillance de l'environnement amazonien assistée par satellites (SEAS) a été reprise par la Région Guyane. Installée sur la colline de Montabo, la station reçoit et interprète des images prises par satellite afin d'observer l'évolution du territoire de la Guyane, mais aussi du Surinam et du Guyana.

Question ministérielle – [Questions d'actualité au Gouvernement : Lancement de la fusée Ariane 6](#), - Karam Antoine, *Journal officiel du Sénat*, 11 décembre 2014, 3 p., (Réf. n°17959)

Le conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne, qui s'est tenu à Naples en novembre 2012, a abouti à un accord sur Ariane 6. Cet accord historique prévoit de développer un nouveau lanceur. Quelles seront les retombées attendues en termes d'emploi et de compétitivité pour nos entreprises installées en Guyane ?

Droit, institutions

Droit civil, Droit public, Droit constitutionnel

Article - [Conférence : Droit constitutionnel : La Commission de rénovation et de déontologie de la vie publique](#), Mélin-Soucramanien Ferdinand, *Revue Juridique de l'Océan Indien*, 31 août 2014, n°19, 11 p., (Réf. n°17966)

Par un décret du 16 juillet 2012, le Président de la République a décidé la création d'une commission de rénovation et de déontologie de la vie publique présidée par l'ancien Premier ministre, M. Lionel Jospin. Cette commission était chargée de proposer « des réformes [pouvant] trouver leur traduction dans une modification de la Constitution, mais aussi dans la loi organique ou dans la loi ordinaire », plus particulièrement sur les sept sujets suivants : le déroulement de l'élection présidentielle avec la question du parrainage, du financement de la campagne, l'expression des candidats dans les médias ; le calendrier des élections législatives et de l'élection présidentielle ; le statut juridictionnel du président de la République ; la responsabilité des ministres pour les actes accomplis dans l'exercice de leur fonction avec la suppression de la Cour de justice de la République ; les modes de scrutin pour les élections des parlementaires avec une attention portée à la diversité des courants de pensée et d'opinion et le renforcement de la parité ; le non-cumul de mandats ; la prévention des conflits d'intérêts. Rapport consultable [sur site](#)

Article – [Casier judiciaire national automatisé et échanges d'informations entre États membres de l'Union européenne](#), *Semaine juridique (La) - Entreprise et Affaires*, 11 Décembre 2014, n°50, 2 p., (Réf. n°17962)

Le décret n° 2014-1422 du 28 novembre 2014 est relatif au casier judiciaire national automatisé et aux échanges d'informations entre États membres de l'Union européenne. Il précise que le casier judiciaire national est l'autorité à laquelle doivent être adressées les condamnations concernant des ressortissants européens, prononcées par des juridictions ultramarines ayant un casier judiciaire autonome (Nouméa, Polynésie française et Wallis-et-Futuna), aux fins de transmission aux États membres de nationalité compétents.

Article – [Placement en rétention en Guadeloupe : détermination du tribunal administratif territorialement compétent. Arrêt rendu par le Conseil d'Etat du 26 septembre 2014, n°377942](#), *Actualité juridique - Droit administratif*, 8 décembre 2014, n°41, 3 p., (Réf. n°17950)

Le tribunal administratif de Fort-de-France est compétent pour connaître d'un recours formé contre une décision du préfet de la Martinique de placement en rétention, et ce, même quand l'intéressé a été transféré vers un centre situé en Guadeloupe.

Droit d'outre-mer

Article – [Les limites contentieuses de l'autonomie des collectivités ultra-marines](#), Verpeaux Michel, *Semaine juridique (La) - Administrations et collectivités territoriales*, 15 décembre 2014, n°50, 5 p., (Réf. n°17961)

L'année 2014 a été marquée par le développement des décisions LOM (comme lois d'outre-mer) qui trouvent leur fondement dans l'article 74 de la Constitution. La procédure prévue ne permet pas aux collectivités d'outre-mer dotées de l'autonomie d'invoquer la violation de la compétence du législateur organique. La procédure de QPC non plus.

Article – [Doctrines : Droit des outre-mer : Plaidoyer pour la fusion de la région et du département de La Réunion](#), Oraison André, *Revue Juridique de l'Océan Indien*, 31 août 2014, n°19, 30 p., (Réf. n°17965)

Dans les DOM de la Guyane et de la Martinique, une collectivité territoriale unique doit se substituer en 2015 à la région et au département afin de permettre à la nouvelle entité d'agir avec une plus grande visibilité. Ces exemples mériteraient d'être suivis à La Réunion dans la mesure où la coexistence de deux collectivités - la région et le département - sur la même aire géographique et concernant le même groupement humain est inutile et coûteuse. Elle l'est d'autant plus que ce DOM se caractérise par l'étroitesse de son assise territoriale et la faiblesse numérique de sa population. Une collectivité territoriale unique se substituant à la région et au département apparaît comme une réforme nécessaire et même prioritaire. La réforme aurait ainsi pour effet de réduire les coûts de fonctionnement des services publics réunionnais et de permettre à la nouvelle entité territoriale d'agir avec plus d'efficacité à l'égard de la population locale.

Ouvrage – [Polynésie française, 30 ans d'autonomie : bilan et perspectives : Actes du colloque organisé par l'assemblée de la Polynésie française, Papeete, vendredi 27 et lundi 30 juin 2014](#), *Polynésie française. Assemblée*, Paris, Juin 2014, 240 p., (Réf. n°17931)

La Polynésie française célèbre en 2014 le 30^e anniversaire du statut d'autonomie de 1984 qui a accordé de larges compétences au Pays. Dans le cadre des manifestations, un colloque intitulé "30 ans d'autonomie, bilan et perspectives" se déroule dans les locaux de l'Assemblée de Polynésie française. Cette rencontre permet à des personnalités locales et nationales de s'exprimer sur le statut particulier de la Polynésie française. Sont présents notamment le président de Polynésie, Gaston Flosse en ouverture de ce colloque «le père du statut» selon la déclaration d'Edouard Fritch, mais également l'ex président Gaston Tong Sang, Brigitte Girardin ex ministre de l'outremer ; Stéphane Diemert président du haut conseil de Polynésie mais encore Marc Debène, professeur de droit public à l'UPF, Michel Verpeaux professeur à La Sorbonne, Philippe Neuffer avocat au barreau de Paris.

- [Le programme](#)

Article – [La désignation irrégulière d'un chef de clan engage-t-elle la responsabilité de la Nouvelle-Calédonie ? Arrêt rendu par la Cour administrative d'appel de Paris du 31 juillet 2014, n° 12PA03952](#) - *Actualité juridique - Droit administratif*, 1er décembre 2014, n°40, 6 p., (Réf. n°17952)

La « constatation » de la désignation d'un chef de clan, à laquelle a procédé irrégulièrement un conseil coutumier, ne peut engager la responsabilité de cette institution calédonienne. Le recours indemnitaire formé par les membres du clan qui estiment que la faute ainsi commise par le conseil coutumier leur a causé un préjudice devra, par conséquent, être regardé comme dirigé contre la Nouvelle-Calédonie.

Economie

Secteur économique : Agriculture - Pêche

Rapport – [Synthèse des pêcheries de Guadeloupe 2011](#), Guyader Olivier ; Reynal Lionel ; Demaneche Sebastien, *Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer*, Paris, Décembre 2013, 20 p., (Réf. n°17949)

Rapport – [Projet pilote du Système d'Informations Halieutiques \(SIH\) Martinique \(2007-2010\). Premières données sur la pêche en Martinique \(2009-2010\)](#), Reynal Lionel ; Demaneche Sebastien, *Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer*, Paris, Septembre 2013, 177 p., (Réf. n°17948)

Le statut de département français fait de l'île de la Martinique une des régions ultra périphériques (RUP) de l'Union européenne. L'activité des navires de pêche qui exploitent sa ZEE s'inscrit dans le cadre de la politique commune des pêches de l'Union européenne, et la gestion des ressources partagées avec d'autres pays s'exerce dans le cadre des organisations internationales de pêche afférentes. L'objectif de cette étude pilote était de tester la mise en place d'un système d'informations relatif aux activités de pêche maritime en Martinique, et d'étudier les conditions scientifiques et techniques d'une pérennisation d'un tel dispositif.

Rapport - [Etude de la crise de la pêche de la crevette en Guyane](#)

Lampert Luis, *Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer*, Paris, Mars 2013, 56 p., (Réf. n°17947)

Secteur économique : Entreprises

Etude – [Panorama de l'activité bancaire dans les DCOM en 2013](#)

Note de l'*Institut d'émission des départements d'outre-mer*, Paris, Novembre 2014, 44 p., (Réf. n°17953)

Secteur économique : Tourisme

Question ministérielle – [Question crible thématique : Industrie du tourisme ultramarin \[n°275C\]](#), Magras Michel, *Journal officiel du Sénat*, 5 décembre 2014, 3 p., (Réf. n°17957)

Monsieur le ministre, pourriez-vous m'indiquer si des orientations ont déjà été arrêtées dans la perspective d'un plan de relance de l'industrie du tourisme en outre-mer ?

Article – [Tourisme : 6 touristes sur 10 viennent de La Réunion !](#)

Mémento, Décembre 2014, n°426, 1 p., (Réf. n°17976)

Situation économique

Article – [Enquête Budget de famille à Mayotte : Entre faiblesse des revenus et hausse de la consommation](#), Brassat Michel ; Le Pabic Lore, *Insee Analyses Mayotte*, Décembre 2014, n°3, 4 p., (Réf. n°17938)

En 2011, la moitié de la population mahoraise vit avec moins de 384 euros par mois.

Enseignement

Article – [L'état de l'école en Guyane : des progrès à poursuivre](#) Gragnic Barbara ; Horatius-Clovis Hugues, *Insee Analyses Guyane*, Décembre 2014, n°4, 4 p., (Réf. n°17970)

Etude – [L'état de l'école en Guyane](#), Gragnic Barbara ; Horatius-Clovis Hugues, *Insee Dossier Guyane*, Décembre 2014, n°1, 52 p., (Réf. n°17969)

À la rentrée 2013, près de 77 000 élèves débutaient leur année scolaire dans le premier et le second degré en Guyane. Ce sont 18 000 élèves de plus qu'il y a dix ans.

Environnement

Article – [Orpaillage illégal : un bilan déshumanisé](#), *France-Antilles Guyane*, 20 décembre 2014, 1 p., (Réf. n°17982)

Vendredi 19 décembre 2014, les acteurs de la lutte contre l'orpaillage illégal dressaient le bilan de leur action pour les derniers mois de l'année. Le nombre de sites est en légère baisse, mais l'impact sur les populations n'est toujours pas inclus dans le bilan.

Question ministérielle – [Question écrite : Cadre juridique s'appliquant aux activités en mer \[n°6449\]](#), - Maurey Hervé, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Sénat*, 11 décembre 2014, (Réf. n°17956)

M. Hervé Maurey attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, sur le cadre juridique s'appliquant aux activités en mer, parfois appelées « offshore ».

Finances publiques, fiscalité

Finances locales

Etude – [Rapport sur les orientations budgétaires 2012-2014 du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie délibéré en réunion du gouvernement](#), *Nouvelle-Calédonie. Gouvernement*, Nouméa, Décembre 2014, 24 p., (Réf. n°17939)

Fiscalité, défiscalisation

Rapport – [Rapport d'observations définitives : commune de Fakarava, Exercices 2008 et suivants](#), - Polynésie française. *Chambre territoriale des comptes*, Papeete, 24 octobre 2014, 25 p., (Réf. n°17984)

La chambre territoriale des comptes de la Polynésie française a procédé, dans le cadre de son programme de travail, à l'examen de la gestion de la commune de Fakarava pour les exercices 2008 et suivants, en application de l'article LO 272-12 du code des juridictions financières.

Rapport – [Rapport d'observations définitives : collectivité de la Polynésie française, Développement des archipels et soutien aux communes, Exercices 2010 à 2014](#), Polynésie française. *Chambre territoriale des comptes*, Papeete, 8 octobre 2014, 45 p., (Réf. n°17983)

Dans le cadre de son programme de travail pour l'année 2014, la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française a procédé à l'examen des politiques de développement des archipels et de soutien aux communes sur les exercices 2010 à 2014.

Logement, urbanisme, transports

Aménagement foncier, Logement, urbanisme

Question ministérielle – [Question écrite : outre-mer - DOM-ROM : Martinique - logement. logement social. plan pluriannuel. mise en oeuvre \[n°57100\]](#), Marie-Jeanne Alfred, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 18 novembre 2014, 1 p., (Réf. n°17936)

M. Alfred Marie-Jeanne attire l'attention de Mme la ministre des outre-mer sur la situation du logement social en Martinique. En 2011, l'observatoire du logement social comptabilisait 11 900 ménages demandeurs en Martinique, et ce malgré l'existence de multiples dispositifs, entre-temps renforcés ou adjoints.

Question ministérielle – [Question écrite : outre-mer - DOM-ROM : Guyane - logement. logement social. construction. incitations \[n°57098\]](#), Serville Gabriel, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 2 décembre 2014, 2 p., (Réf. n°17935)

M. Gabriel Serville alerte Mme la ministre des outre-mer sur la situation de plus en plus inquiétante que connaît la Guyane en matière de pénurie de logements. Cette situation est particulièrement préoccupante pour ce qui est des besoins en logements sociaux.

Article – [Les villages de Mayotte en 2012 : Des conditions de vie meilleures sur le littoral ouest](#), Clain Emmanuelle ; Daudin Véronique ; Le Grand Hervé, *Insee Analyses Mayotte*, Décembre 2014, n°4, 4 p., (Réf. n°17981)

Le parc immobilier et les conditions de vie continuent de s'améliorer à Mayotte, principalement sur le littoral ouest. En 2012, les deux tiers des habitations sont des maisons en dur. L'accès à l'eau se généralise dans les foyers mahorais. Toutefois, d'un village à l'autre, les conditions de vie peuvent être très différentes.

Transports

Question ministérielle – [Question au Gouvernement : Investissements dans le secteur de l'espace](#), - Berthelot Chantal, *Journal officiel de la République française - Compte rendu : débats - Assemblée nationale*, 16 décembre 2014, 2 p., (Réf. n°17971)

Article – [Déplacements domicile-travail à La Réunion : La périurbanisation défie le transport durable](#), - Daudin Véronique, *Insee Analyses Réunion*, Décembre 2014, n°4, 6 p., (Réf. n°17968)

Etude sur les déplacements domicile-travail à La Réunion en 2011. En 2011, les trois quarts des travailleurs utilisent leur voiture pour se rendre à leur travail, contribuant à l'engorgement des réseaux routiers aux heures de pointe. Le recours au transport en commun reste faible et stagne à 5 % depuis 1999. Quatre personnes en emploi sur dix travaillent en dehors de leur commune de résidence.

Questions internationales

Europe - Affaires internationales – Coopération

Article – [1ère année de rupésisation de Mayotte. Quelle est la place exacte de Mayotte au sein des 9 régions ultra périphériques ?](#), Boscher Samuel, *France Mayotte matin*, 5 décembre 2014, n°1000, 2 p., (Réf. n°17937)

Question ministérielle – [Question écrite : outre-mer - COM : Wallis et Futuna - mer et littoral. eaux territoriales. exploitation \[n°50142\]](#) Polutélé Napole, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 2 décembre 2014, (Réf. n°17973)

M. Napole Polutélé attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, sur la zone d'exclusivité économique qui entoure les îles de Wallis et Futuna dans le Pacifique. Cette zone est particulièrement importante et présente un grand intérêt économique. Depuis 2010 trois campagnes d'exploration des sous-sols ont été menées sur ce secteur. Récemment un arrêté a prolongé l'autorisation de poursuivre la campagne d'exploration. Il lui demande l'état des recherches et leur programme pour les mois à venir.

Rapport – [Rapport du Groupe interparlementaire d'amitié France-Brésil : Brésil: les défis d'une puissance émergée](#), Cohen Laurence ; Aïchi Leila ; Patient Georges ; Savin Michel, *France. Sénat*, Paris, 4 décembre 2014, n°121, 41 p., (Réf. n°17955)

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Brésil s'est rendue, du 1er au 9 septembre 2014, à Brasilia, Sao Paulo et Rio de Janeiro. Conduite par Mme Laurence Cohen, présidente du groupe, elle était par ailleurs composée de Mme Leila Aïchi et de MM. Georges Patient et Michel Savin. Pour ce déplacement, qui s'inscrivait dans le contexte particulier de la campagne pour le premier tour de l'élection présidentielle prévu le dimanche 5 octobre 2014, la délégation avait choisi de privilégier trois thèmes : la politique de la santé et l'accès aux médicaments avec le système unique de santé, les perspectives de l'agriculture familiale face à l'agronégoce et la place des femmes dans la société brésilienne.

Document parlementaire – [Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européennes sur l'avenir du Groenland \[n°152\]](#), Gattolin André, *France. Sénat*, Paris, 4 décembre 2014, n°152, 66 p., (Réf. n°17954)

Ce rapport présente les atouts et les faiblesses du Groenland, ainsi que les réalités auxquelles il doit faire face. Il s'attache également à montrer en quoi l'Union européenne pourrait être le meilleur soutien au Groenland pour affronter les défis qui sont devant lui.

Questions sociales, population

Article – [Evolution de la population en Guadeloupe entre 2007 et 2012](#) Charles-Euphrosine Emilie ; Hurpeau Benoit, *Insee Dossier Guadeloupe*, Décembre 2014, n°4, 18 p., (Réf. n°17991)

La population de la Guadeloupe n'a que très légèrement augmenté entre 2007 et 2012. Alors que sur la période de 1999 à 2007, la population augmentait de 0,4 % en moyenne annuelle, sur les 5 dernières années, cette croissance se limite à environ 0,1 % par an. Deux facteurs concourent à cette baisse : la lente érosion du solde naturel et l'aggravation du déficit du solde apparent des entrées-sorties sur le territoire.

Article – [Evolution de la population en Guyane entre 2007 et 2012](#) Bayart Pierre ; Gragnic Barbara ; Hurpeau Benoit, *Insee Dossier Guyane*, Décembre 2014, n°2, 18 p., (Réf. n°17992)

Au 1er janvier 2012, 239 650 habitants résident en Guyane. La population guyanaise compte près de 27 000 personnes de plus qu'en 2007. Entre 2007 et 2012, la population a chaque année augmenté de + 2,4 %. Même si la Guyane demeure la région française la plus dynamique en terme de croissance démographique, le rythme ralentit nettement. En effet, entre 1999 et 2007, la population augmentait chaque année de + 3,9 %.

Article – [Evolution de la population en Martinique entre 2007 et 2012](#) Bayart Pierre ; Gragnic Barbara ; Hurpeau Benoit, *Insee Dossier Martinique*, Décembre 2014, n°2, 18 p., (Réf. n°17993)

Au 1er janvier 2012, 388 364 habitants résident en Martinique, soit près de 9 500 personnes de moins qu'en 2007. Entre 2007 et 2012, la population a chaque année diminuée au rythme de - 0,5 %.

Article – [Recensement de la population à La Réunion : populations légales 2012 : 834 000 habitants au 1er janvier 2012](#), Grangé Claire ; Thibault Pierre, *Insee Flash Réunion*, Décembre 2014, n°16, 2 p., (Réf. n°17994)

Au 1er janvier 2012, 833 944 personnes vivent à La Réunion. La population augmente de 1,0 % par an depuis 2007, soit nettement plus qu'en France métropolitaine (+ 0,5 %).

Article – [Portrait de la jeunesse réunionnaise : Les clés de l'autonomie](#) Chaussy Chantal ; Fabre Edouard ; Rivière Jannick ; Besson Ludovic ; Brassat Michel, *Insee Dossier Réunion*, Décembre 2014, n°2, 24 p., (Réf. n°17934)

En 2011, 167 000 jeunes Réunionnais sont âgés de 16 à 29 ans. Ils terminent leur scolarité et entrent dans la vie professionnelle. Cette période de la vie est marquée par leur prise d'autonomie à travers l'obtention d'un diplôme, d'un travail, d'un logement et la constitution d'une famille.

Santé, Protection sociale

Discours – [Discours de Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer, XIXe États Généraux des Élus contre le sida, à la Mairie de Paris, le 26 novembre 2014](#), Pau-Langevin George, *France. Ministère des outre-mer*, 26 novembre 2014, 6 p., (Réf. n°17975)

Pour leur XIXe édition, les États généraux d'Élus locaux contre le sida, association présidée par Jean-Luc Romero-Michel, ont choisi de réfléchir aux nouveaux enjeux en matière de lutte contre le VIH/sida et les hépatites.

Article – [Chikungunya : perception, connaissance et prévention dans une population de passage en Guadeloupe](#), Cornely Vanessa, *Guadeloupe. Agence Régionale de Santé*, Décembre 2014, 16 p., (Réf. n°17979)

Le virus du chikungunya est apparu pour la première fois aux Antilles, à Saint Martin, en novembre 2013, puis s'est propagé dans la région. En Guadeloupe, le premier cas de chikungunya a été détecté en décembre 2013. Une épidémie s'est ensuite progressivement généralisée à partir d'avril 2014. Au vu des conséquences individuelles et collectives de la maladie, les autorités sanitaires avaient rapidement mis en place des moyens de prévention et d'informations pour lutter contre la propagation de l'épidémie. L'arrivée des « grandes vacances scolaires » et l'augmentation du nombre de touristes associée à cette période laissaient craindre une recrudescence de l'épidémie et nécessitaient une sensibilisation de cette population. A la fin du mois d'août, marqué par une régression de l'épidémie, les autorités ont souhaité avoir une idée du niveau de connaissance des personnes ayant séjourné en Guadeloupe afin d'évaluer la qualité de l'information transmise et l'impact sur la propagation de l'épidémie.

Texte officiel – [Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif aux substances actives biocides pouvant être utilisées dans le cadre de la prévention d'une épidémie de chikungunya en Guyane](#), France. Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, 18 mars 2014, 64 p., (Réf. n°17941)

Article – [ARS : « Il n'y a pas de risque avec le malathion »](#), France-Antilles Guyane, 9 décembre 2014, 1 p., (Réf. n°17940)

Le directeur de l'Agence régionale de la santé, Christian Meurin, estime qu'il n'y a aucun risque à utiliser le malathion aux doses recommandées. Les opposants ne sont pas convaincus

Etude – [Inégalités socio-sanitaires dans les départements d'outre-mer : Analyses infra-régionales et comparaisons avec le niveau national](#), Thomas Nadège ; Trugeon Alain ; Michelot François ; Ochoa André, France. Fédération nationale des observatoires régionaux de santé, Paris, Novembre 2014, 100 p., (Réf. n°17977)

Centré autour de trois grandes thématiques : population et conditions de vie, professionnels de santé et état de santé, cette étude préfacé par les ministres des Affaires sociales, et de l'outre-mer, offre, dans sa dernière partie, une vue d'ensemble de ces trois thématiques regroupées. Ainsi, à travers l'analyse sur deux unités géographiques infra-régionales (bassin de vie et canton), ressortent les similitudes et les différences entre les quatre départements ultramarins comparés en parallèle avec le niveau national.

Etude – [Déterminants et indicateurs de santé en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy](#), Pitot Sandrine; Cornely Vanessa, Guadeloupe. Observatoire Régional de la Santé, Basse-Terre, Avril 2011, (Réf. n°17978)

Réalisé avec le soutien de la Fnors et du réseau des ORS, Cette étude publiée par l'ORSaG est composé d'une succession de photographies des cantons de la Guadeloupe à travers une cinquantaine d'indicateurs démographiques, sociaux et sanitaires.

Article – [Etude sur la santé des écoliers en relation avec la qualité de l'air à Nouméa. Etude de panel du 15 juillet au 2 septembre 2012. Synthèse des premiers résultats](#), Le Lay Amandine ; Martin Sylvie ; Ségala Claire, *Scal-Air*, Juillet 2013, 15 p., (Réf. n°17930)

Le gouvernement de Nouvelle Calédonie a souhaité mettre en place une étude épidémiologique sur les répercussions sanitaires de la pollution atmosphérique sur la commune de Nouméa. Cette étude a concerné des enfants scolarisés dans des écoles primaires car les stations de mesure de polluants sont situées dans ou à proximité des écoles, et que les enfants constituent une population sensible aux effets de la pollution atmosphérique.

Ouvrage – [Savoirs des femmes: médecine traditionnelle et nature; Maurice, Réunion, Rodrigues](#), - Pourchez Laurence, *Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture*, Paris, Collection : Savoirs locaux et autochtones, 2011, 120 p., ISBN/ISSN : 978-92-3-204197-5 (Réf. n°17996)

Les îles de l'océan Indien ont été peuplées, au fil des siècles et par vagues successives, d'hommes et de femmes en provenance d'Europe, de Madagascar, d'Afrique de l'Est, d'Inde et de Chine. Ces différents groupes ont apporté avec eux leurs propres concepts, compréhensions et façons d'agir, notamment en matière de santé, de bien-être et de plantes médicinales. Dès lors qu'ils furent établis au sein d'un nouveau cadre social et écologique, ils perpétuèrent certaines traditions, en adaptèrent d'autres et innovèrent en interaction avec non seulement les différents peuples qui les entouraient, mais aussi avec une flore méconnue qu'il leur fallut découvrir et intégrer dans leurs répertoires de pratique médicinale. C'est cet intense métissage des cultures que saisit Laurence Pourchez, anthropologue originaire de La Réunion, à travers ses dialogues à la fois intimes et captivants avec les femmes de Maurice, de Rodrigues et de La Réunion, sages-femmes, tisaneuses et guérisseuses. Cet ouvrage invite à la découverte des pratiques médicales de La Réunion, de l'île Maurice et de Rodrigues.

Question ministérielle – [Question au Gouvernement : Régime de solidarité de la Polynésie française](#), - Tuaiva Jean-Paul, *Journal officiel de la République française - Compte rendu : débats - Assemblée nationale*, 16 décembre 2014, 2 p., (Réf. n°17972)

Ma question porte sur le financement du régime de solidarité de la Polynésie française

Article – [Prescription de la demande de remboursement de cotisations sociales indûment versées : principe et exception](#), Dauxerre Nathalie, *Semaine Juridique Social (La)*, 9 Décembre 2014, n°50, (Réf. n°17963)

Un jugement de requalification de la situation d'un assuré au regard des règles d'assujettissement aux régimes de sécurité sociale ne saurait être assimilé à la décision juridictionnelle prévue par l'article L. 243-6, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale.

Société

Article – [Un observatoire de l'immigration qui tarde à être activé](#)
Boscher Samuel, *France Mayotte matin*, 2 décembre 2014, n°997, 1 p., (Réf. n°17932)

Face aux proportions inquiétantes prises par l'immigration clandestine à Mayotte, « le gouvernement tente de trouver des solutions pour endiguer le phénomène en changeant une politique qui ne portait pas ses fruits », souligne France Mayotte Matin. C'est dans ce contexte que l'ordonnance de Manuel Valls, mise en application le 26 mai 2014, impliquait la création d'un observatoire de l'immigration à Mayotte. Oui mais voilà, cet observatoire de l'immigration, qui devait se réunir au moins 6 mois après son entrée en vigueur programmée le 26 mai 2014, se fait toujours attendre, et ce « alors que toutes les dispositions sont là pour plancher sur le cas de l'immigration », insiste France Mayotte Matin.

Article – [Le centre interministériel de formation anti-drogue \(CIFAD\), un barrage sur les routes de la drogue](#), Canton Franck, *Civique*, Octobre-Décembre 2014, n°224, 6 p., (Réf. n°17995)

Créé en 1992, le CIFAD contribue à la lutte contre le trafic de drogue dans les Antilles.

Question ministérielle – [Questions d'actualité au Gouvernement : Suicides en Guyane chez les peuples autochtones](#), Desessard Jean, *Journal officiel du Sénat*, 11 décembre 2014, 3 p., (Réf. n°17958)

Ma question s'adresse à Mme la ministre des outre-mer et porte sur le plan de lutte contre le suicide en Guyane

Travail, emploi, formation professionnelle

Article – [L'intérim en Guadeloupe et dans les Îles du Nord en 2013](#), Darmalingon Charly; Janik Roman, *Guadeloupe. Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi*, Décembre 2014, 8 p., (Réf. n°17974)

En 2013, l'intérim a connu en Guadeloupe une hausse légère du nombre de contrats signés dans l'année mais une augmentation bien plus conséquente de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP).

Article – [Les inégalités ethniques dans l'accès à l'emploi en Nouvelle-Calédonie](#), Ris Catherine, *Economie et statistique*, Avril 2014, n°464-465-466, 14 p., (Réf. n°17945)

Article – [Une législation de droit commun absente. Le travail intérimaire interdit à Mayotte à l'heure du droit commun et du plus fort taux de chômage en France...](#), Boscher Samuel, *France Mayotte matin*, 2 décembre 2014, n°997, 2 p., (Réf. n°17933)

Vie politique

Déplacement officiel, Discours

Article – [Déplacement de Monsieur François Hollande, Président de la République à Saint-Pierre-et-Miquelon du mardi 23 décembre au mercredi 24 décembre 2014 : Revue de presse](#), *Service de presse et d'information, France. Ministère des outre-mer*, Décembre 2014, (Réf. n°17990)

M. François HOLLANDE, Président de la République s'est rendu les 23 et 24 décembre 2014 à Saint-Pierre-et-Miquelon. Consulter le dossier sur le [site de la Présidence de la République](#)

Discours – [Déclaration à la presse de François Hollande, Président de la République, le 23 décembre 2014 : "Il y a la nécessité d'être présent partout dans notre République"](#), Hollande François, *France. Présidence de la République*, 23 décembre 2014, 4 p., (Réf. n°17985)

Le Président de la République a décrit l'archipel de l'Atlantique nord comme une "chance" pour la France "d'être ainsi présent en Amérique du Nord".

Discours – [Discours de Monsieur François Hollande, Président de la République, devant le Conseil municipal de Miquelon-Langlade, le 23 décembre 2014](#), Hollande François, *France. Présidence de la République*, 23 décembre 2014, 5 p., (Réf. n°17986)

Discours – [Déclaration de François Hollande, Président de la République, lors du vin d'honneur avec la population de Miquelon-Langlade, le 23 décembre 2014](#), Hollande François, *France. Présidence de la République*, 23 décembre 2014, 3 p., (Réf. n°17987)

Discours – [Interview au Cap Miquelon de François Hollande, Président de la République : "Le changement climatique est un sujet qui mérite d'être illustré"](#), Hollande François, *France. Présidence de la République*, 23 décembre 2014, 2 p., (Réf. n°17988)

Vie politique locale

Article – [Délai de contestation des élections à l'assemblée de la Polynésie française. Arrêt rendu par le Conseil d'Etat du 30 juillet 2014, n° 368687](#)

Actualité juridique - Droit administratif, 1er décembre 2014, n°40, 3 p., (Réf. n°17951)

La protestation contre les élections à l'assemblée de la Polynésie française envoyée par voie postale au Conseil d'Etat n'est pas assortie d'un délai supplémentaire de distance.

Article – [Nationalisme et interdépendance : la pensée politique de Jean-Marie Tjibaou](#), Bensa Albert ; Wittersheim Eric, *Revue Tiers Monde*, Janvier-Mars 1997, n°149, 21 p., (Réf. n°17946)
